



Fondation collective Swiss Life Invest, Zurich
(fondation)

Règlement de prévoyance

Swiss Life Business Premium

Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2020

Sommaire

A Dispositions générales	3
Art. 1	But, bases contractuelles et règlement de prévoyance
Art. 2	Protection des données
Art. 3	Mise en œuvre de la prévoyance en faveur du personnel et information des personnes assurées
Art. 4	Admission dans la prévoyance en faveur du personnel
Art. 5	Couverture de prévoyance
Art. 6	Obligations d'informer, de déclarer et de collaborer
B Termes et applications	5
Art. 7	Age
Art. 8	Enfants ayants droit à des rentes
Art. 9	Divorce
Art. 10	Partenariat enregistré
Art. 11	Cession et mise en gage, Encouragement à la propriété du logement
Art. 12	Retraite
Art. 13	Définition du salaire
Art. 14	Salaire assuré
C Prestations d'assurance	8
Art. 15	Avoir de vieillesse
Art. 16	Processus d'épargne
Art. 17	Capital vieillesse
Art. 18	Rente d'invalidité
Art. 19	Exonération des cotisations
Art. 20	Délais d'attente rente d'invalidité; exonération des cotisations
Art. 21	Rente pour enfant d'invalidité
Art. 22	Capital d'invalidité
Art. 23	Rente de conjoint
Art. 24	Rente de partenaire
Art. 25	Rente d'orphelin
Art. 26	Capital décès
D Financement	12
Art. 27	Cotisations
Art. 28	Rachat
Art. 29	Découvert / Assainissement
E Versement de prestations	14
Art. 30	Sortie de la prévoyance en faveur du personnel et prestation de libre passage
Art. 31	Utilisation de la prestation de libre passage
Art. 32	Prolongation de la couverture d'assurance; maintien du droit aux prestations
Art. 33	Versement
Art. 34	Forme des prestations dues
Art. 35	Adaptation facultative de rentes à l'évolution des prix (allocations de renchérissement)
F Relations avec des tiers	16
Art. 36	Relations avec d'autres assurances
Art. 37	Responsabilité de tiers
G Dispositions finales	17
Art. 38	Modifications
Art. 39	Entrée en vigueur
Annexe	18
I	Encouragement à la propriété du logement
II	Modalités et financement retraite anticipée
III	Glossaire / Abréviations

A. Dispositions générales

Art. 1 But, bases contractuelles et règlement de prévoyance

1 - But

Le but de la présente prévoyance en faveur du personnel est la mise en œuvre des mesures visant à protéger les personnes assurées ainsi que leurs survivants contre les risques de vieillesse, de décès et d'invalidité, dans le cadre de l'art. 1e OPP 2.

La Fondation collective Swiss Life Invest (fondation) gère la prévoyance professionnelle extraobligatoire et n'est donc pas inscrite dans le registre de la prévoyance professionnelle.

La fondation est affiliée au fonds de garantie constitué pour l'ensemble de la Suisse.

2 - Bases contractuelles

La relation entre l'employeur et la fondation est régie par un contrat d'affiliation. La fondation gère une œuvre de prévoyance distincte pour chaque employeur qui lui est affilié.

3 - Règlement de prévoyance

Le règlement de prévoyance régit les relations entre la fondation et les assurés ou les ayants droit.

Le type et le montant des prestations de prévoyance, leur financement et la forme du processus d'épargne sont définis dans le plan de prévoyance. Ce plan est fixé par la commission de gestion dans le cadre des plans de prévoyance proposés. Il fait partie intégrante du règlement de prévoyance.

Le règlement de prévoyance est édicté par le conseil de fondation. La version allemande fait foi.

Art. 2 Protection des données

L'employeur communique à la fondation ou à Swiss Life SA les données nécessaires à la mise en œuvre de la prévoyance en faveur du personnel. Au besoin, Swiss Life SA les transmet, avec celles qui résultent de ladite mise en œuvre, à d'autres assureurs, p. ex. des réassureurs. En cas de recours contre un tiers responsable, la fondation est habilitée à transmettre les données nécessaires à la revendication de ses droits, à lui ou à l'assureur de la responsabilité civile.

La fondation et Swiss Life SA garantissent le traitement confidentiel des données. Le processus de traitement global allant de la saisie à la conservation ou à la destruction de ces données s'effectue chez Swiss Life SA ou chez des tiers mandatés, conformément aux prescriptions de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) et aux dispositions relatives à la protection des données de la LPP (art. 85 ss LPP). Des données peuvent être transmises à des représentants de Swiss Life SA dans le but de dispenser des conseils de prévoyance aux personnes assurées.

Les données médicales font exception à cette règle. Les personnes assurées qui ne sont pas d'accord avec un tel transfert doivent le signaler par voie électronique (datenschutz@swisslife.ch).

Art. 3 Mise en œuvre de la prévoyance en faveur du personnel et information des personnes assurées

1 - Mise en œuvre de la prévoyance en faveur du personnel

La mise en œuvre de la prévoyance en faveur du personnel, l'application du présent règlement de prévoyance et l'information des personnes assurées incombent à une

commission de gestion. Pour la commission de gestion, le règlement est déterminant.

En l'absence de dispositions de ce dernier règlement et du présent règlement de prévoyance, les organes de la fondation prennent les décisions dans le cadre de la loi.

2 - Information des personnes assurées

Les personnes assurées sont informées chaque année sur

- leurs prestations assurées et les autres données pertinentes concernant leur prévoyance,
- la composition de la commission de gestion, et sur
- l'organisation et le financement de l'œuvre de prévoyance.

Lors du choix d'une stratégie de placement, la personne assurée est informée des différentes stratégies de placement et des risques et coûts liés.

Sur demande, la commission de gestion met en outre à la disposition des personnes assurées les rapports suivants, établis chaque année par la fondation:

- le rapport annuel, qui contient des informations sur l'œuvre de prévoyance, et
- le rapport de gestion, qui fournit des informations sur la fondation dans son ensemble.

Art. 4 Admission dans la prévoyance en faveur du personnel

1 - Personnes devant être admises

Tous les salariés qui remplissent les conditions ci-après sont admis dans la prévoyance en faveur du personnel:

- personnes soumises aux cotisations AVS;
- personnes dont le salaire annuel AVS excède une fois et demie le montant-limite visé à l'art. 8 al. 1 LPP;
- personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite;
- personnes dont l'assurance n'est pas maintenue à titre provisoire selon l'art. 26a LPP;
- personnes qui ne sont pas invalides à au moins 70% au sens de l'AI
- personnes appartenant au cercle de personnes assurées défini dans le plan de prévoyance.

2 - Moment de l'admission

L'admission dans la prévoyance en faveur du personnel a lieu

- au début du contrat de travail ou
- si la personne assurée remplit les conditions relatives à l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel

au plus tôt toutefois le 1^{er} janvier de l'année qui suit le 17^e anniversaire.

Les âges d'admission pour les processus de risque et d'épargne sont fixés dans le plan de prévoyance.

3 - Indépendants

En accord avec la fondation, les indépendants peuvent se faire assurer auprès de l'œuvre de prévoyance de leurs salariés. Les conditions valables pour les salariés s'appliquent aussi aux indépendants par analogie. Toute réglementation contraire demeure réservée.

Art. 5 Couverture de prévoyance

1 - Début et fin

La couverture de prévoyance prend effet le jour de l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel et se termine le jour où la personne assurée quitte la prévoyance en faveur du personnel.

2 - Couverture de prévoyance sans réserve pour raisons de santé

La couverture de prévoyance est toujours accordée sans réserve pour les prestations acquises par l'apport de prestations de libre passage, dans la mesure où ces dernières étaient assurées sans réserve par l'ancienne institution de prévoyance.

Si, au moment de son admission dans la prévoyance en faveur du personnel, une personne dispose de sa pleine capacité de travail et jouit d'une bonne santé, ses prestations ne sont en général affectées par aucune réserve selon le présent règlement de prévoyance.

3 - Couverture de prévoyance avec réserve pour raisons de santé

La fondation et/ou Swiss Life SA peuvent faire dépendre la couverture des prestations du résultat d'un examen médical lors de l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel ou lors de l'augmentation ultérieure des prestations.

Dans ce cas, la fondation ou Swiss Life SA garantit, dans un premier temps, une couverture provisoire à partir du moment convenu dans l'avis d'entrée. Après réception du rapport médical, une décision est prise concernant la prise en charge de la couverture définitive avec ou sans réserve. Une réserve pour raisons de santé est limitée à cinq ans au maximum. Les prestations qui ont été acquises au moyen des prestations de libre passage apportées peuvent être concernées par une réserve qui existait déjà, dans la mesure où la durée de cette dernière, limitée à cinq ans au plus, n'est pas encore écoulée. La réserve est communiquée à la personne assurée.

Lorsqu'un cas de prévoyance survient, une réserve pour raisons de santé a les conséquences suivantes:

si, pendant la durée de la réserve, les problèmes de santé qui ont été mentionnés dans cette dernière sont la cause du décès de la personne assurée ou d'une incapacité de travail qui entraîne l'invalidité ou le décès, il n'existe, dans la mesure susmentionnée, aucun droit aux prestations en cas de décès ni, pendant toute la durée de l'invalidité, aux prestations d'invalidité. Si la survenance du cas de prévoyance n'est pas due aux problèmes de santé mentionnés dans la réserve ou si le cas de prévoyance survient après l'expiration de la durée de la réserve, celle-ci reste sans effet.

4 - Exclusion du droit aux prestations

Si,

- avant l'admission ou au moment de l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel, une personne ne dispose pas de sa pleine capacité de travail et
- qu'au cours du délai d'attente des prestations d'invalidité la cause de cette incapacité de travail est à l'origine d'une invalidité ou du décès,

les prestations prévues par le présent règlement de prévoyance ne sont pas dues.

Art. 6 Obligations d'informer, de déclarer et de collaborer

1 - Obligations

La personne assurée ou ses survivants sont tenus de fournir des renseignements exacts sur les circonstances qui ont une

incidence sur la prévoyance en faveur du personnel et de produire les documents requis pour justifier leurs prétentions. Doivent être notamment déclarés sans délai:

- les modifications d'état civil, à savoir les mariages, remariages, enregistrements de partenariat (LPart), etc.,
- les sorties de la prévoyance en faveur du personnel suite à une résiliation immédiate des rapports de travail ou à un arrêt immédiat des rapports de travail décidé d'un commun accord,
- le décès
- les sorties de la prévoyance en faveur du personnel suite à arrêt des rapports de travail,
- les retraites,
- les changements du degré d'invalidité ou le recouvrement de la capacité de gain,
- le décès d'un bénéficiaire de rente,
- l'extinction du droit d'un enfant à des rentes, au terme d'une formation ou suite au recouvrement de la capacité de gain,
- éventuels revenus à prendre en compte: prestations d'assurances sociales suisses ou étrangères, prestations d'autres institutions de prévoyance, revenus issus d'une activité lucrative etc.

La personne assurée doit se soumettre à des examens médicaux dans la mesure où la fondation les juge nécessaires. La personne assurée ou ses survivants sont soumis à une obligation générale de collaborer dans le cadre de la clarification d'un droit aux prestations.

2 - Conséquences de la violation des obligations

La fondation et l'employeur ne répondent pas des conséquences de la violation des obligations susmentionnées. La fondation se réserve le droit d'exiger la restitution des prestations payées en trop.

B. Termes et applications

Art. 7 Age

1 - Age d'épargne

L'âge déterminant pour le processus d'épargne est qualifié d'âge d'épargne. Il résulte de la différence entre l'année civile en cours et l'année de naissance de la personne assurée.

2 - Age de risque

L'âge déterminant pour la définition des cotisations de risque est qualifié d'âge de risque. Il est exprimé en années et en mois entiers.

Art. 8 Enfants ayants droit à des rentes

Ont qualité d'enfants ayants droit à des rentes de la personne assurée:

- les enfants biologiques et adoptés,
- les enfants recueillis ayants droit à des rentes selon l'AVS/l'AI,
- les enfants par alliance bénéficiant d'un entretien entier ou prépondérant.

L'âge terme pour l'éventuel droit de l'enfant à des prestations de rentes est défini dans le plan de prévoyance. Le droit à des prestations de rentes est maintenu au-delà de cet âge terme lorsque

- l'enfant est en formation, mais au plus tard jusqu'à son 25e anniversaire,
- l'enfant est devenu invalide avant son 25e anniversaire. Le droit à la rente est maintenu jusqu'au recouvrement de la capacité de gain. Si l'enfant a lui-même droit à une rente d'invalidité selon la LPP, la LAA ou la LAM, le droit à une rente s'éteint au plus tard à l'âge de 25 ans révolus.

Le droit à une rente s'éteint au plus tard au décès de l'enfant.

Art. 9 Divorce

1 - Droits en général

En cas de divorce et en vertu des dispositions légales, une prestation de libre passage ou une part de rente du conjoint débiteur doit être versée au conjoint bénéficiaire.

Le tribunal décide du montant de la prestation de libre passage ou de la part de rente à transférer. La personne assurée peut être dans la position du conjoint débiteur ou du conjoint bénéficiaire. Dans ce qui suit, est qualifié de conjoint divorcé le conjoint de la personne assurée pendant ou après la procédure de divorce.

2 - Droits du conjoint divorcé si la personne assurée perçoit une rente de vieillesse

Si la personne assurée perçoit une rente de vieillesse au moment de l'ouverture de la procédure de divorce, le tribunal peut accorder au conjoint divorcé une part de rente. Une part de rente accordée est convertie par la fondation en une rente viagère puis versée au conjoint divorcé conformément aux dispositions suivantes.

Transfert de la rente viagère dans la prévoyance du conjoint divorcé

Tant que le conjoint divorcé n'a pas atteint l'âge ordinaire de la retraite au sens de la LPP, la fondation transfère la rente viagère dans l'institution de prévoyance ou de libre passage de celui-ci. Les modalités de versement prescrites par la loi s'appliquent. La rémunération correspond à la moitié des taux

d'intérêt auxquels la fondation rémunère l'avoir de vieillesse sur la même période.

Si le conjoint divorcé a droit à une rente entière d'invalidité selon la LPP ou s'il a atteint l'âge minimum pour une retraite anticipée selon la LPP, il peut exiger de la fondation, par demande écrite, le versement direct de la rente viagère. Cette demande est irrévocable.

Versement de la rente viagère au conjoint divorcé

Si le conjoint divorcé a atteint l'âge ordinaire de la retraite au sens de la LPP, la fondation lui verse directement la rente viagère. Au plus tard 30 jours avant l'atteinte de l'âge ordinaire de la retraite selon la LPP ou dans les 30 jours suivant l'entrée en force du jugement de divorce, il peut demander par écrit à la fondation de transférer la rente à son institution de prévoyance.

Si le conjoint divorcé a droit à une rente viagère, il est soumis aux mêmes droits et obligations que les autres bénéficiaires de rentes de la fondation. Le décès du conjoint divorcé ne donne lieu à aucune prestation.

3 - Conséquences pour la personne assurée

Réduction de l'avoir de vieillesse

Si, suite au jugement de divorce, une prestation de libre passage de la personne assurée est transférée en faveur du conjoint divorcé, l'avoir de vieillesse de la personne assurée est réduit en conséquence. Si la personne assurée est partiellement invalide, la prestation de libre passage est prélevée de la part active de l'assurance, et tout montant restant est prélevé de la part passive de l'assurance.

Augmentation de l'avoir de vieillesse

Si, suite au jugement de divorce, une prestation de libre passage ou une part de rente du conjoint divorcé est transférée en faveur de la personne assurée, l'avoir de vieillesse de la personne assurée augmente. Le transfert est possible dans la part active de l'avoir de vieillesse sous forme de rente ou de capital jusqu'au début d'une incapacité de travail dont la cause a entraîné l'invalidité ou le décès, au plus tard toutefois jusqu'au départ à la retraite.

Si la personne assurée perçoit une rente d'invalidité

- Si une prestation de libre passage doit être transférée en faveur du conjoint divorcé pendant le versement d'une rente d'invalidité, l'avoir de vieillesse de la personne assurée est proportionnellement réduit.
- Le montant d'une rente d'invalidité et d'une rente pour enfant d'invalide en cours au moment du jugement de divorce n'est pas concerné par le transfert tant que la personne assurée n'a pas atteint l'âge ordinaire de la retraite.
- Les éventuelles futures rentes pour enfant d'invalide et prestations de décès qui dépendent du montant de l'avoir de vieillesse sont calculées sur la base de l'avoir de vieillesse réduit à partir de l'entrée en force du jugement de divorce.
- A l'atteinte de l'âge ordinaire de la retraite, les prestations de vieillesse, les éventuelles rentes pour enfant de personne retraitée ainsi que les prestations de décès sont calculées sur la base de l'avoir de vieillesse réduit.

Si la personne assurée perçoit une rente de vieillesse

Si une part de rente de la personne assurée doit être transférée en faveur du conjoint divorcé pendant le versement d'une rente de vieillesse, la rente en cours de la personne assurée est réduite en conséquence. Ceci s'applique également aux rentes pour enfant de personne retraitée qui deviennent exigibles après l'entrée en force du jugement de divorce et pour les éventuelles prestations de décès.

Atteinte de l'âge de la retraite pendant la procédure de divorce
Si la personne assurée part à la retraite pendant la procédure de divorce, la fondation réduit les prestations de libre passage et les prestations sous forme de rente dans la mesure maximale autorisée par la loi. La fondation se réserve en outre le droit de réclamer la restitution des prestations versées en trop.

4 - Rachat suite à un divorce

Un rachat par la personne assurée correspondant à la prestation de libre passage transférée en faveur du conjoint divorcé est possible à tout moment sur la part active de l'assurance, jusqu'au début d'une incapacité de travail dont la cause a entraîné l'invalidité ou le décès, mais au plus tard un jour avant le départ à la retraite.

Ce droit ne correspond pas au montant de la prestation de libre passage transférée en faveur du conjoint divorcé depuis la partie passive de l'assurance pendant le versement à la personne assurée d'une rente d'invalidité.

Art. 10 Partenariat enregistré

Les partenariats enregistrés sont assimilés à des mariages en vertu de la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart). Dans le cadre de la présente prévoyance en faveur du personnel, les droits et obligations des partenaires enregistrés correspondent à ceux des personnes mariées.

La dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré est assimilée à un divorce. Les droits et obligations des partenaires dont le partenariat a été dissout correspondent à ceux de personnes divorcées.

Art. 11 Cession et mise en gage, Encouragement à la propriété du logement

Les prétentions aux prestations d'assurance prévues par le présent règlement de prévoyance ne peuvent être ni mises en gage ni cédées avant l'échéance. Font exception un versement anticipé ou une mise en gage en vue d'un encouragement à la propriété du logement (EPL). Les dispositions applicables se trouvent en annexe du présent règlement de prévoyance.

Art. 12 Retraite

1 - Retraite ordinaire

L'âge ordinaire de la retraite est défini dans le plan de prévoyance.

2 - Retraite anticipée

Il est possible de prendre une retraite anticipée entre l'âge de 58 ans révolus et l'âge ordinaire de la retraite. Avant cette date, une retraite anticipée n'est possible que dans les cas prévus par la loi, notamment lors de restructurations d'entreprises. Une retraite anticipée présuppose la cessation des rapports de travail.

Le plan de prévoyance précise si le financement d'une retraite anticipée est possible. Les modalités et le financement de la retraite anticipée se trouvent en annexe du présent règlement de prévoyance.

3 - Report du départ à la retraite

Le départ à la retraite peut être reporté jusqu'à l'accomplissement de la 70^e année si:

- le contrat de travail est prolongé et
- la personne assurée y consent.

La prestation de vieillesse est versée lorsque la personne quitte le service de l'employeur

- pour des raisons de santé, ou
- après cessation de l'activité lucrative.

Le plan de prévoyance précise s'il est possible de différer le départ à la retraite. Il indique les prestations assurées et leur financement.

4 - Retraite partielle

Si une personne assurée prend une retraite partielle, elle peut demander le versement de la partie des prestations de vieillesse correspondant à la réduction de son taux d'occupation.

La retraite partielle est soumise aux principes suivants:

- elle peut être prise à compter de l'âge minimum pour prendre une retraite anticipée,
- le temps de travail doit être réduit de manière déterminante,
- toute augmentation de l'occupation est exclue,
- dans le cadre de la retraite partielle, la relation de travail est résiliée,
- il n'est possible de faire valoir aucun droit à des prestations d'invalidité pour la partie concernée par la retraite partielle.

Le plan de prévoyance précise s'il est possible de prendre une retraite partielle.

Art. 13 Définition du salaire

1 - Salaire annuel

Le salaire annuel est fixé dans le plan de prévoyance et peut être limité par des dispositions légales.

2 - Dispositions

Pertes de salaire temporaires

Si le salaire annuel diminue temporairement pour cause de maladie, d'accident, de chômage, de maternité ou d'autres circonstances semblables, l'ancien salaire est maintenu.

Durée d'emploi inférieure à un an

Si la personne assurée est employée depuis moins d'un an, le salaire annuel déterminant correspond au salaire qu'elle aurait obtenu si elle avait travaillé pendant une année entière.

Personnes travaillant pour plusieurs employeurs

Si une personne assurée travaille également pour d'autres employeurs, les parties de salaire correspondant à ces autres activités ne peuvent pas être assurées dans le présent règlement de prévoyance.

Salaire inférieur au minimum prévu pour l'assurance

Si le salaire annuel passe en-dessous du niveau fixé pour l'admission sans qu'il s'agisse d'une baisse temporaire, la personne n'est plus assurée selon le présent règlement de prévoyance et elle sort de l'œuvre de prévoyance ou de la fondation.

Art. 14 Salaire assuré

1 - Salaire assuré

Le salaire assuré correspond au salaire annuel dont le montant de coordination a été déduit.

Les montants de coordination et le salaire assuré minimum figurent dans le plan de prévoyance, le montant de coordination correspondant au minimum à 150% du montant-limite supérieur visé à l'art. 8 al. 1 LPP.

2 - En cas d'assurance d'une rente d'invalidité: Salaire assuré des personnes partiellement invalides

Si une personne assurée devient partiellement invalide, son salaire est réparti entre une partie active et une partie passive. Dans ce contexte, le salaire annuel déterminant est le salaire qui était assuré avant le début de l'incapacité de travail.

Partie passive

Le droit à prestations est basé sur la partie passive du salaire. Il est calculé en pourcentage des prestations définies en cas

d'invalidité totale. La partie passive du salaire reste constante pendant la durée de l'invalidité.

Partie active

La partie active du salaire correspond au montant manquant pour atteindre 100%. Le salaire assuré, le salaire maximum et le montant de coordination sont calculés sur la base de la capacité de gain résiduelle.

Si une modification du degré d'invalidité a des répercussions sur le montant des prestations d'invalidité, une nouvelle répartition a lieu. Si, dans un délai d'un an à compter du recouvrement de la capacité de gain, une rechute a lieu,

- les prestations sont octroyées sans nouveau délai d'attente et
- les adaptations de prestations sont annulées.

Cela vaut pour les cas d'invalidité partielle et totale.

C. Prestations d'assurance

La personne assurée a droit à une prestation d'assurance en cas de vieillesse, d'invalidité ou de décès pour autant que celle-ci soit assurée. Cette information se trouve dans le plan de prévoyance.

Art. 15 Avoir de vieillesse

1 - Avoir de vieillesse individuel

Un avoir de vieillesse individuel est constitué pour la personne assurée.

Sont portés au crédit de l'avoir de vieillesse:

- les bonifications de vieillesse annuelles,
- les prestations de libre passage provenant d'anciens rapports de prévoyance nationaux et internationaux,
- les rachats et les versements,
- les intérêts relatifs à une assurance d'épargne, le cas échéant

Sont portés au débit de l'avoir de vieillesse:

- les prestations de libre passage à transférer en cas de divorce,
- le montant du versement anticipé pour la propriété du logement ou le montant mis en gage en raison de la réalisation du gage.

2 - Bonifications de vieillesse annuelles

Le montant des bonifications de vieillesse annuelles est fixé dans le plan de prévoyance.

Art. 16 Processus d'épargne

1 - Choix de plan du processus d'épargne

Il est consigné dans le plan de prévoyance si le processus d'épargne de l'avoir de vieillesse se fait

- au moyen d'investissement dans des placements collectifs ou
- selon le choix de la personne assurée, au moyen d'investissement dans des placements collectifs ou de dépôt dans une assurance d'épargne.

En attendant que la personne assurée ait opté pour le processus d'épargne ou la stratégie de placement de son choix, les sommes créditées à l'avoir de vieillesse sont entièrement détenues en liquidités.

Après un délai de six mois à compter de l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel, les sommes créditées à l'avoir de vieillesse sont investies dans la stratégie de placement standard conformément au règlement relatif aux placements si, jusqu'à cette date, la personne assurée n'a pas indiqué le processus d'épargne ou la stratégie de placement de son choix.

2 - Processus d'épargne au moyen d'investissement dans des placements collectifs

En cas de processus d'épargne au moyen d'investissement dans des placements collectifs, les sommes portées au crédit de l'avoir de vieillesse d'une personne assurée sont affectées comme suit: un montant maximum de CHF 500 est détenu en liquidités. Le montant restant est généralement investi dans des parts de placements collectifs au plus tard après dix jours ouvrables.

La personne assurée choisit sa stratégie de placement parmi les options offertes par la fondation. Au moins une des stratégies de placement proposées correspond aux exigences légales en matière de placement à faible risque.

La valeur des parts est fonction de l'évolution du placement collectif. Il n'existe aucune garantie en matière de valeur nominale ou d'intérêts.

Pour financer les prestations de prévoyance et de sortie ainsi qu'une prestation de libre passage à transférer dans le cadre d'un divorce, d'un versement anticipé pour encouragement à la propriété du logement ou d'une réalisation de gage y afférente, des parts de placements collectifs sont vendues.

La vente a généralement lieu au plus tard dix jours ouvrables après le moment où la fondation est en possession de tous les documents requis pour le versement, dans la mesure où aucune autre disposition n'est prévue pour les diverses prestations. Les frais de gestion de la fortune pour les parts de placements collectifs sont à verser au plus tard au moment de la vente.

La personne assurée peut modifier sa stratégie de placement avec effet à une date ultérieure. La transaction sur titres correspondante est généralement réalisée au plus tard dix jours ouvrables après la réception de la déclaration.

Dans la mesure où l'assurance épargne est aussi disponible pour le processus d'épargne, un passage unique des placements collectifs à l'assurance épargne est possible avant l'âge de 60 ans révolus.

3 - Processus d'épargne au moyen d'une assurance épargne

Dans le cas d'une assurance d'épargne, le processus d'épargne ou l'avoir de vieillesse de la personne assurée est réassuré par la fondation auprès de Swiss Life SA. Swiss Life SA garantit à la fondation le montant de l'avoir de vieillesse et sa rémunération conformément au tarif d'assurance vie collective en vigueur.

Il n'est pas possible de passer de l'assurance épargne aux placements collectifs.

Rémunération de l'avoir de vieillesse

En cas de processus d'épargne via une assurance épargne, l'avoir de vieillesse de la personne assurée est rémunéré chaque année par la fondation. Les bases s'appliquant pour la rémunération de l'avoir de vieillesse sont inscrites dans le plan de prévoyance. Le taux d'intérêt applicable est communiqué chaque année.

Les intérêts sont calculés sur le solde de l'avoir de vieillesse à la fin de l'année précédente et portés au crédit à la fin de chaque année civile. Les modifications intervenant en cours d'année sont prises en compte au prorata.

Prestations de vieillesse

Art. 17 Capital vieillesse

1 - Prétention

Une personne assurée a droit à un capital vieillesse au premier jour du mois après lequel

- elle atteint l'âge ordinaire de la retraite,
- elle remplit les conditions permettant de prendre une retraite anticipée, ou
- le différé du départ à la retraite prend fin.

2 - Montant de la prestation

Le montant de la prestation se calcule comme suit:

- Capital vieillesse issu de l'assurance d'épargne:
Le capital vieillesse correspond à l'avoir de vieillesse au moment du départ à la retraite. Il est versé en une fois.

- Capital vieillesse en cas d'investissement dans des placements collectifs:

Le capital vieillesse correspond au produit de la vente des parts de placements collectifs et aux éventuelles liquidités de la personne assurée. Il est versé en une fois.

La vente des parts de placements collectifs se fait généralement dans les dix jours ouvrables après obtention par la personne assurée du droit au capital vieillesse. Tant que tous les documents requis pour un versement ne sont pas disponibles, le produit de la vente est conservé en liquidités, sans rémunération.

Le capital vieillesse est versé dans la mesure où il ne s'agit pas de prestations rachetées au cours des trois années passées.

Prestations d'invalidité

Le plan de prévoyance indique si des prestations d'invalidité (rente d'invalidité ou capital invalidité) sont assurées, et pour quel montant.

Art. 18 Rente d'invalidité

1 - Préention

Si le plan de prévoyance le prévoit, la personne assurée a droit à une rente d'invalidité,

- elle est invalide au sens de l'AI ou lorsqu'il est médicalement établi, sur la base de signes objectifs, qu'elle n'est totalement ou partiellement plus en mesure d'exercer sa profession ou une autre activité lucrative conforme à sa position sociale, à ses connaissances et à ses aptitudes, et
- que le délai d'attente est expiré.

Le droit à une rente d'invalidité s'éteint lorsque la personne assurée

- recouvre sa capacité de gain,
- décède,
- ou atteint l'âge ordinaire de la retraite.

2 - Invalidité partielle

Si la personne assurée présente une invalidité partielle, le montant de la rente d'invalidité est déterminé en fonction du degré d'invalidité selon les modalités définies ci-après.

Degré d'invalidité AI en %	Etendue de la prestation en %
0-24	0
25-59	proportionnelle au degré AI
60-69	75
à partir de 70	100 (= invalidité totale)

3 - Exclusion du droit aux prestations

Si l'invalidité a été intentionnellement causée ou aggravée, les prestations ne sont pas versées.

4 - Continuation provisoire de l'assurance selon l'art. 26a LPP

Si la rente de l'assurance invalidité fédérale (rente AI) est diminuée ou supprimée après diminution du degré d'invalidité, la personne assurée le reste aux mêmes conditions durant trois ans si elle a participé à des mesures de réinsertion selon l'art. 8a LAI avant la diminution ou la suppression de la rente AI ou que la rente AI a été diminuée ou supprimée en raison de la reprise d'une activité lucrative ou de l'augmentation du taux d'occupation.

La couverture d'assurance et le droit aux prestations sont maintenus tant que la personne assurée perçoit une rente transitoire selon l'art. 32 LAI.

Art. 19 Exonération des cotisations

1 - Préention

Tout droit à une exonération des cotisations est fixé dans le plan de prévoyance. Il naît à l'expiration du délai d'attente.

Par cette exonération, la personne assurée est libérée du paiement des cotisations ordinaires, à l'exception des cotisations au fonds de garantie légal. L'avoir de vieillesse de la personne assurée continue d'être constitué, dans le cadre défini. Pour les sommes créditées à l'avoir de vieillesse pendant l'exonération des cotisations, les dispositions relatives au processus d'épargne s'appliquent.

Le droit à une exonération des cotisations s'éteint lorsque la personne assurée

- recouvre sa capacité de gain,
- décède,
- ou atteint l'âge ordinaire de la retraite.

2 - Exclusion du droit aux prestations

Si l'invalidité a été intentionnellement causée ou aggravée, les prestations ne sont pas versées.

Art. 20 Délais d'attente rente d'invalidité; exonération des cotisations

Les délais d'attente applicables concernant la rente d'invalidité et/ou l'exonération des cotisations sont définis dans le plan de prévoyance.

Pour le calcul du délai d'attente, les périodes d'incapacité de travail s'additionnent pour autant qu'elles ne soient pas séparées par un intervalle de pleine capacité de gain supérieur à douze mois. La rente d'invalidité et l'exonération des cotisations sont allouées sans nouveau délai d'attente si la personne assurée y a déjà eu droit et que, dans l'intervalle, elle n'a pas recouvré sa pleine capacité de travail pendant plus de douze mois.

Art. 21 Rente pour enfant d'invalide

1 - Préention

La personne assurée a droit à une rente pour enfant d'invalide lorsqu'elle perçoit une rente d'invalidité et qu'elle a des enfants ayant droit à des rentes.

Le droit à une rente pour enfant d'invalide s'éteint lorsque

- le droit de l'enfant à une rente s'éteint, ou
- lorsque le droit à une rente d'invalidité s'éteint.

2 - Prestation

Le plan de prévoyance détermine si et dans quelles proportions une rente pour enfant d'invalide est assurée en cas d'invalidité.

Art. 22 Capital d'invalidité

1 - Préention

Si le plan de prévoyance le prévoit, la personne assurée a droit à un capital d'invalidité après expiration du délai d'attente, lorsqu'une rente d'invalidité complète de l'AI lui a été accordée et que l'invalidité est susceptible d'être permanente.

Lorsque l'invalidité a été intentionnellement provoquée ou aggravée, les prestations ne sont pas versées.

2 - Délai d'attente

Le délai d'attente est de deux ans.

Pour son calcul, les périodes d'incapacité de travail sont additionnées, dans la mesure où elles ne précèdent pas de période de capacité de travail complète de plus de douze mois.

3 - Calcul de la prestation

Le capital d'invalidité se compose des éléments suivants

- dans le cas des placements collectifs:
 - du produit de la vente des parts de placements collectifs ainsi que de toutes les liquidités d'une personne assurée et
 - du capital invalidité éventuellement assuré en sus. Le montant du capital invalidité assuré à titre complémentaire est fixé dans le plan de prévoyance.
- dans le cas de l'assurance épargne:
 - de l'avoir de vieillesse
 - du capital invalidité éventuellement assuré en sus. Le montant du capital invalidité assuré en sus est fixé dans le plan de prévoyance

Le versement du capital invalidité met fin à toutes les prétentions réglementaires.

Prestations en cas de décès

Art. 23 Rente de conjoint

1 - Prétention

Si le plan de prévoyance le prévoit, le conjoint survivant a droit à une rente de conjoint si la personne assurée décède avant d'avoir atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS.

La rente est versée à partir du jour du décès, mais au plus tôt à compter de la cessation du versement du salaire complet.

Le droit à la rente s'éteint lorsque la personne ayant droit

- se remarie avant l'âge de 45 ans révolus, auquel cas un versement unique en capital équivalant à trois rentes annuelles est effectué, ou
- décède.

Droit du conjoint divorcé

Le conjoint divorcé est assimilé à un conjoint si

- le mariage a duré au moins 10 ans, et si
- le conjoint divorcé a bénéficié, en vertu du jugement de divorce, d'une rente au sens de l'art. 124e al. 1 CC ou de l'art. 126 al. 1 CC.

La rente est égale à la différence entre la prestation accordée en vertu du jugement de divorce et les prestations pour survivants de l'AVS, les droits du conjoint divorcé à des prestations de l'AVS et de l'AI ne sont pas pris en compte. La rente ne peut en aucun cas être supérieure à la rente assurée. Elle est versée aussi longtemps que l'aurait été la rente accordée à la personne assurée dans le jugement de divorce.

2 - Prestation

Le plan de prévoyance détermine si et dans quelles proportions une rente de conjoint est assurée.

3 - Réduction des prestations

Les prestations des conjoints et conjoints divorcés peuvent être réduites dans les conditions mentionnées ci-après.

Différence d'âge de plus de 10 ans

Si le conjoint survivant a plus de dix ans de moins que la personne assurée, la rente de conjoint est réduite de 1% de la rente entière pour chaque année entière ou partielle excédant les dix ans de différence d'âge.

Art. 24 Rente de partenaire

1 - Prétention

Si le plan de prévoyance le prévoit, le partenaire survivant a droit à une rente de partenaire, si le décès intervient avant l'âge de la retraite AVS et qu'au moment du décès les partenaires formaient une communauté de vie avec ménage commun et

- n'étaient ni mariés ni liés par un partenariat enregistré,
- n'étaient liés par aucun lien de parenté ou d'alliance,
- faisaient ménage commun sans interruption au cours des cinq dernières années ou, au moment du décès, faisaient ménage commun et subvenaient à l'entretien d'au moins un enfant commun ayant droit à une rente.

Les dispositions régissant la rente de conjoint s'appliquent également à la rente de partenaire.

Aucun droit à une rente de partenaire ne peut être exercé si

- le partenaire survivant perçoit déjà une rente de conjoint ou une rente de partenaire d'une autre institution de prévoyance, sauf s'il s'agit d'une rente viagère au sens de l'art. 124a CC dans le cadre d'un divorce;
- ou si la rente de partenaire n'est pas réclamée par le partenaire survivant dans un délai d'un an à compter du décès.

2 - Prestation

Le plan de prévoyance détermine si une rente de partenaire est assurée. Le montant d'une rente de partenaire assurée correspond à celui d'une rente annuelle de conjoint.

3 - Réduction des prestations

Les réductions applicables aux rentes de conjoint sont également valables pour les rentes de partenaire, le moment de la mise en ménage étant déterminant en lieu et place de celui de la conclusion du mariage.

Art. 25 Rente d'orphelin

1 - Prétention

Si le plan de prévoyance le prévoit, les enfants ayant droit ont droit à une rente d'orphelin, si la personne assurée décède avant d'avoir atteint l'âge ordinaire de la retraite AVS. La rente est versée à partir du jour du décès, mais au plus tôt à compter de la cessation du versement du salaire complet.

Le droit s'éteint au moment où l'enfant n'a plus droit à une rente.

2 - Prestation

Le plan de prévoyance détermine si et dans quelles proportions une rente d'orphelin est assurée.

Art. 26 Capital décès

1 - Prétention

Le droit à un capital décès naît quand la personne assurée décède avant sa retraite. Il n'est accordé que s'il est fait valoir dans un délai d'un an à compter du décès.

2 - Montant de la prestation

Le capital décès se compose des éléments suivants:

Pour les placements collectifs:

- du produit de la vente des parts de placements collectifs ainsi que de toutes les liquidités d'une personne assurée et
- du capital décès assuré à titre complémentaire. Le plan de prévoyance détermine si et dans quelles proportions un capital décès est assuré.

La vente des parts de placements collectifs a généralement lieu dans les dix jours ouvrables suivant la communication du cas de décès à la fondation. Tant que tous les documents requis pour un versement ne sont pas disponibles, le produit de la vente est conservé en liquidités, sans rémunération.

Pour les assurances d'épargne:

- de l'avoir de vieillesse

et

- du capital décès assuré à titre complémentaire. Le plan de prévoyance détermine si et dans quelles proportions un capital décès supplémentaire est assuré.

3 - Réglementation relative aux bénéficiaires

Ont droit au capital en cas de décès les personnes physiques mentionnées ci-après, dans l'ordre et les proportions indiqués. Les dispositions restrictives légales et une désignation de bénéficiaires correcte de la personne assurée restent réservées.

Catégorie de bénéficiaires I:

100% du capital en cas de décès pour

- a) le conjoint de la personne assurée,

à défaut:

- b) les enfants ayants droit à une rente,

à défaut:

- c) les personnes qui bénéficiaient d'un soutien prépondérant de la personne assurée, ou la personne avec laquelle la personne assurée non mariée formait une communauté de vie ininterrompue au cours des cinq années précédant son décès ou avec laquelle la personne assurée subvenait à l'entretien d'au moins un enfant commun, les personnes percevant une rente de conjoint ou une rente de partenaire d'une autre institution de prévoyance n'ayant pas droit à un capital en cas de décès, sauf s'il s'agit d'une rente viagère au sens de l'art. 124a CC dans le cadre d'un divorce;

à défaut:

Catégorie de bénéficiaires II:

100% du capital en cas de décès pour

- d) les enfants de la personne assurée n'ayant pas droit à une rente,

à défaut:

- e) les parents de la personne assurée,

à défaut:

- f) les frères et sœurs de la personne assurée,

à défaut:

Catégorie de bénéficiaires III:

50% du capital en cas de décès, pour les autres héritiers légaux, à l'exception de la communauté publique.

La répartition du capital en cas de décès entre plusieurs bénéficiaires s'effectue à parts égales. Les capitaux décès non versés sont conservés au sein de l'œuvre de prévoyance.

4 - Désignation de bénéficiaires

Vis-à-vis de la fondation, la personne assurée peut, par écrit,

- modifier l'ordre des bénéficiaires au sein d'une même catégorie de bénéficiaires et/ou
- déterminer que la répartition du capital décès entre plusieurs bénéficiaires s'effectue à parts inégales.

L'ordre des catégories de bénéficiaires ne peut pas être modifié.

D. Financement

Art. 27 Cotisations

1- Cotisations ordinaires

Les cotisations ordinaires sont financées par l'employeur et les personnes assurées. Elles se composent des cotisations d'épargne, de risques et de frais et des cotisations au fonds de garantie.

Les cotisations de l'employeur sont au moins égales à la somme de celles de l'ensemble des personnes assurées.

Les cotisations des personnes assurées sont retenues par tranches égales sur leur salaire. L'employeur peut également verser ses cotisations à partir de réserves de cotisations constituées au préalable.

La composition et le montant des cotisations ordinaires sont définis dans le plan de prévoyance.

2- Frais de gestion de fortune aux placements collectifs

L'investissement de l'avoir de vieillesse dans des placements collectifs entraîne des frais variables de gestion de la fortune qui sont déduits de la fortune placée. Le détail de ces frais ainsi que les prospectus des placements collectifs qui présentent le ratio des charges d'exploitation (TER) et les éventuels frais pour l'émission et le rachat sont consultables sous www.swisslife.ch/fr/premium.

3- Début et fin de l'obligation de cotiser

L'obligation de cotiser commence dès l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel.

L'obligation de cotiser cesse

- en cas de sortie de la prévoyance en faveur du personnel suite à la résiliation anticipée des rapports de travail,
- en cas de non atteinte probable et durable du salaire minimum,
- en cas de droit à exonération des cotisations,
- en cas de droit à un capital d'invalidité, à son échéance,
- en cas de décès,
- au départ à la retraite.

Art. 28 Rachat

1- Principe

Dans le cadre des dispositions légales, il est possible d'effectuer des rachats

- pour financer des années d'assurance manquantes,
- pour financer une augmentation de salaire,
- pour financer des lacunes de prévoyance survenues pour d'autres raisons.

Les rachats sont possibles jusqu'à un mois avant la retraite, mais au plus tard jusqu'au départ en retraite anticipée. Ces rachats augmentent l'avoir de vieillesse.

2- Somme de rachat maximale avant le départ à la retraite ordinaire

Le montant de la somme de rachat maximale correspond à la différence entre

- l'avoir de vieillesse maximal et
- l'avoir de vieillesse effectif

au moment du rachat.

D'éventuelles restrictions de la somme de rachat maximale figurent dans le plan de prévoyance.

Avoir de vieillesse maximal

L'avoir de vieillesse maximal correspond à l'avoir de vieillesse qui pourrait être atteint au moment du rachat, conformément au plan de prévoyance, sans années de cotisation manquantes et avec l'actuel salaire assuré. L'avoir de vieillesse maximal possible est calculé sans tenir compte d'un intérêt.

Avoir de vieillesse effectif

L'avoir de vieillesse effectif se compose des éléments suivants:

- dans le cas de l'assurance épargne:
 - de l'avoir de vieillesse disponible
 - dans des placements collectifs:
 - le valeur des parts de placements collectifs ainsi que toutes les liquidités d'une personne assurée,
 - le montant perçu de façon anticipée pour la propriété du logement,
 - les avoirs de libre passage n'ayant pas été pris en compte dans la prévoyance en faveur du personnel,
 - la partie de l'avoir de la prévoyance individuelle liée à prendre en compte selon la loi,
- dans la mesure où ces fonds n'ont pas déjà été comptabilisés dans un autre plan de prévoyance.

La personne assurée doit déclarer ces avoirs avant le rachat. La fondation ne répond pas des conséquences qu'entraîne le non-respect de l'obligation de déclaration.

3- Somme de rachat maximale pendant le différé du départ à la retraite

Le montant de la somme de rachat maximale correspond à la différence entre

- l'avoir de vieillesse maximum théorique au départ à la retraite ordinaire et
- l'avoir de vieillesse effectif au moment du rachat.

Avoir de vieillesse maximum théorique au départ à la retraite ordinaire

Il s'agit de l'avoir de vieillesse susceptible d'être atteint au départ à la retraite ordinaire selon le plan de prévoyance en cas de non-interruption de la durée de cotisation et sur la base du salaire assuré au départ à la retraite ordinaire. Le calcul est effectué sans tenir compte d'un intérêt.

Avoir de vieillesse effectif au moment du rachat

Cet avoir de vieillesse est défini à l'aide du calcul mentionné ci-dessus au point "avoir de vieillesse effectif".

4- Restrictions

Déductibilité fiscale

Il incombe à la personne assurée de faire valoir la déductibilité fiscale des sommes de rachat. L'autorité fiscale compétente jugera si elles sont fiscalement déductibles ou non. La fondation n'a aucune influence sur la décision de l'autorité fiscale et décline toute responsabilité à cet égard.

Retrait sous forme de capital

Les prestations résultant d'un rachat ne peuvent être versées sous forme de capital par les institutions de prévoyance avant l'échéance d'un délai de trois ans (partie bloquée). Au départ à la retraite, les prestations rachetées au cours des trois dernières années sont impérativement converties en une rente de vieillesse. La conversion se fait au tarif d'assurance vie collective de Swiss Life SA en vigueur à ce moment. La rente de vieillesse est versée à vie.

La partie non bloquée peut de manière générale être versée sous forme de capital. Il convient de faire ce tenant compte de la pratique fiscale actuelle: si un versement en capital a lieu dans les trois ans suivant le rachat, la déductibilité fiscale du rachat n'est généralement pas reconnue dans le cadre de l'impôt sur le revenu. Sur le plan de l'impôt sur le revenu, un versement en capital dans les trois ans suivant un rachat peut être un désavantage.

Versement anticipé pour la propriété du logement

Si la personne assurée a prélevé par anticipation une partie de l'avoir de vieillesse pour la propriété du logement, elle ne peut effectuer un rachat qu'après remboursement intégral du versement anticipé. Cette règle ne s'applique pas aux rachats de lacunes de prévoyance en relation avec un divorce.

Incapacité de travail, invalidité

Un rachat est possible jusqu'au début d'une incapacité de travail dont la cause a entraîné une invalidité ou le décès. Il n'est possible d'effectuer un rachat que sur la partie active de l'assurance.

Retraite partielle

Un rachat avant l'âge ordinaire de la retraite, ne peut avoir lieu que sur la partie active de l'assurance.

Si le rachat a lieu pendant le différé du départ à la retraite, l'avoir de vieillesse maximum théorique au départ à la retraite ordinaire diminue en fonction du degré de la retraite partielle.

Installation en Suisse

Dans le cas d'une personne assurée qui déménage de l'étranger en Suisse et qui n'a encore jamais été affiliée à une institution de prévoyance en Suisse, la somme de rachat annuelle au cours des cinq premières années suivant l'admission dans la prévoyance en faveur du personnel ne doit pas être supérieure à 20% du salaire assuré. La personne assurée est tenue de fournir des renseignements exacts sur son arrivée de l'étranger en Suisse et sur son ancienne assurance éventuelle auprès d'une institution de prévoyance suisse. La fondation ne répond pas des conséquences qu'entraîne le non-respect de l'obligation d'informer.

Art. 29 Découvert / Assainissement

1 - Structure de la fondation

Les risques décès et invalidité qui se concrétisent avant l'atteinte de l'âge final fixé dans le règlement pour la personne assurée sont réassurés dans le cadre d'un contrat d'assurance entre la fondation et une entreprise d'assurances. En outre, le processus d'épargne ou l'avoir de vieillesse d'une personne assurée peut, selon le processus d'épargne choisi, être réassuré dans une assurance d'épargne auprès d'une compagnie d'assurance. L'œuvre de prévoyance ou les personnes assurées assument les autres risques, notamment le risque de placement.

2 - Découvert

La fondation ou l'œuvre de prévoyance présente un déficit lorsque le capital de prévoyance nécessaire n'est pas couvert par la fortune de prévoyance disponible à la date de clôture du bilan ou que le degré de couverture de la fondation est inférieur à 100%.

3 - Mesures d'assainissement

En cas de déficit, le conseil de fondation décide de prendre les mesures d'assainissement prévues par la loi.

E. Versement de prestations

Art. 30 Sortie de la prévoyance en faveur du personnel et prestation de libre passage

1 - Prétention à une prestation de libre passage

Si une personne assurée quitte l'œuvre de prévoyance ou la fondation avant qu'un cas de prévoyance ne soit survenu

- en raison de la dissolution des rapports de travail, ou
- du fait qu'elle ne remplit plus les conditions d'admission dans la présente prévoyance en faveur du personnel, elle a droit à une prestation de libre passage calculée selon la LFLP.

La personne assurée a également droit à une prestation de libre passage lorsqu'elle quitte l'œuvre de prévoyance ou la fondation entre l'âge de la retraite anticipée et l'âge de la retraite ordinaire et qu'elle continue d'exercer une activité lucrative ou est inscrite au chômage.

2 - Montant de la prestation de libre passage en cas d'investissement dans des placements collectifs

La prestation de libre passage correspond au produit de la vente des parts de placements collectifs ainsi que toutes les liquidités d'une personne assurée au moment de la sortie.

3 - Montant de la prestation de libre passage pour l'assurance d'épargne

La prestation de libre passage correspond à l'avoir de vieillesse disponible.

4 - En cas d'assurance d'une rente d'invalidité: prestation de libre passage pour les personnes partiellement invalides sortantes

En cas de dissolution des rapports de travail d'une personne partiellement invalide, cette dernière a droit à une prestation de libre passage correspondant à la partie active de la prévoyance en faveur du personnel.

Si la personne partiellement invalide recouvre ultérieurement sa pleine capacité de gain, elle a également droit à une prestation de libre passage pour la partie de la prévoyance en faveur du personnel maintenue après la résiliation des rapports de travail.

5 - Continuation provisoire de l'assurance selon l'art. 26a LPP en cas de versement d'une rente d'invalidité

Le droit à une prestation de libre passage ne prend naissance qu'après la fin d'une éventuelle continuation provisoire de l'assurance selon l'art. 26a LPP.

6 - Restitution de la prestation de libre passage

Si l'institution de prévoyance doit fournir des prestations d'invalidité ou des prestations pour survivants après avoir versé une prestation de libre passage, cette dernière doit être remboursée jusqu'à concurrence de la prestation d'invalidité ou de la prestation pour survivants à verser. Faute de remboursement, les prestations sont réduites.

Art. 31 Utilisation de la prestation de libre passage

1 - Maintien de la couverture de prévoyance

La prestation de libre passage est transférée à l'institution de prévoyance du nouvel employeur pour maintenir la couverture de prévoyance.

La personne assurée est tenue de communiquer les données mentionnées ci-après à l'employeur ou à la fondation, afin d'assurer le transfert de la prestation de libre passage à la nouvelle institution de prévoyance:

- nom et adresse du nouvel employeur,
- nom, adresse et coordonnées de paiement de la nouvelle institution de prévoyance.

2 - Versement en espèces

La personne assurée peut demander le versement en espèces de la prestation de libre passage dans les cas suivants:

- elle quitte définitivement la Suisse et ne s'établit pas au Liechtenstein,
- elle s'établit à son compte et n'est plus soumise à la prévoyance professionnelle obligatoire,
- la prestation de libre passage est inférieure à sa cotisation annuelle.

Dans le cas d'un paiement en espèces, le conjoint doit donner son consentement écrit à la personne assurée. Par ailleurs, l'accord écrit du créancier est nécessaire au cas où le droit aux prestations de prévoyance est mis en gage.

3 - Maintien de la couverture de prévoyance sans nouvelle institution de prévoyance

Si une personne assurée ne s'affilie pas à une nouvelle institution de prévoyance et ne demande pas un versement en espèces, elle a droit, au moment de sa sortie de la prévoyance en faveur du personnel, aux prestations suivantes:

- une police de libre passage, ou
- un versement sur un compte de libre passage.

4 - Rémunération

Les prestations de libre passage ne portent pas d'intérêts à partir de leur échéance.

Art. 32 Prolongation de la couverture d'assurance; maintien du droit aux prestations

1 - Prolongation de la couverture d'assurance

La personne assurée reste couverte contre les risques assurés pendant un mois après la dissolution des rapports de prévoyance. Si un nouveau rapport de prévoyance débute avant l'échéance de ce délai, la couverture prolongée prend fin prématurément et c'est la nouvelle institution de prévoyance qui est compétente.

2 - Maintien du droit aux prestations

Une personne assurée ne disposant pas de sa pleine capacité de travail à la dissolution des rapports de prévoyance ou à l'expiration du délai de maintien du droit aux prestations a droit aux prestations d'invalidité selon le présent règlement de prévoyance si l'incapacité de travail mène

- à une invalidité dans un délai de 360 jours, ou
- à une augmentation du degré d'invalidité dans un délai de 90 jours supplémentaires.

En cas de dissolution des rapports de prévoyance dans la partie active de l'assurance ou en cas d'échéance de la période de prolongation de la couverture d'assurance, la personne assurée partiellement invalide a également droit à des prestations d'invalidité selon le présent règlement de prévoyance pour l'augmentation du degré d'invalidité lorsque cette augmentation intervient pour les mêmes raisons et dans les 90 jours suivant l'expiration du délai pour le maintien du droit aux prestations.

Dans tous les autres cas, aucune autre prestation n'est fournie.

Art. 33 Versement

1 - Approbation du conjoint

Si la personne assurée est mariée, il faut fournir l'approbation écrite du conjoint pour le versement d'un capital.

2 - Lieu de versement

La fondation charge Swiss Life SA de verser les prestations dues au domicile des ayants droits en Suisse ou dans un Etat membre de l'UE ou de l'AELE. A défaut d'un tel domicile, les prestations sont payables au siège de la fondation.

3 - Versement des rentes; restitution

L'échéance de la rente est fixée dans le plan de prévoyance.

Le premier montant partiel est calculé à partir du moment de la justification du droit jusqu'au prochain versement de rente. Si un bénéficiaire de rente décède, les éventuelles rentes à verser aux survivants sont exigibles pour la première fois à la prochaine date d'échéance de la rente. Les parts de rente perçus entre la date d'extinction du droit à la prestation et l'échéance suivante du versement de la rente ne doivent pas être remboursées, sauf s'il s'agit de rentes d'invalidité ou de rentes pour enfant d'invalidité dans le cas d'une diminution du degré d'invalidité.

Art. 34 Forme des prestations dues

1 - Versement en capital de la rente de conjoint ou de partenaire

La personne ayant droit peut demander un versement en capital intégral ou partiel en lieu et place d'une rente de conjoint ou de partenaire. Elle est tenue de remettre une déclaration écrite à cet effet avant le premier versement de rente.

Le montant du capital total correspond

- pour les ayants droit âgés de plus de 45ans: à la réserve mathématique individuelle; (voir glossaire en annexe);
- pour les personnes ayant droit âgés de moins de 45ans: à la réserve mathématique individuelle réduite. En cas de décès de la personne assurée, la réduction s'élève à 3% par année entière ou fraction d'année durant laquelle la personne ayant droit est âgée de moins de 45 ans;
- mais au moins quatre rentes annuelles.

2 - Prestation en capital en cas de rente modeste

Si, au moment où elle débute, la rente d'invalidité à verser en cas d'invalidité totale est inférieure à 10% de la rente de vieillesse minimum de l'AVS, la rente de conjoint ou de partenaire à 6% et la rente d'orphelin ou pour enfant à 2%, un capital unique est versé en lieu et place de la rente.

3 - Conséquences du choix d'un capital

Pour la partie perçue sous forme de capital tous les droits réglementaires sont réputés acquittés.

Art. 35 Adaptation facultative de rentes à l'évolution des prix (allocations de renchérissement)

Les rentes d'invalidité et de survivants sont adaptées à l'évolution des prix en fonction des moyens financiers de l'œuvre de prévoyance.

Si les moyens financiers sont suffisants, la commission de gestion décide chaque année si une adaptation a lieu et dans quelle mesure. Elle fait ensuite part de sa décision fin octobre au plus tard. L'adaptation a lieu le 1^{er} janvier de l'année suivante sous la forme d'un versement unique en plus des prestations de rente.

F. Relations avec des tiers

Art. 36 Relations avec d'autres assurances

1 - Réduction des prestations

Surindemnisation

La fondation procède à une réduction des prestations des rentes dans la mesure où, ajoutées à d'autres revenus considérés, elles excèdent 90% du manque à gagner supposé. La réduction des autres prestations effectuée à l'âge ordinaire de la retraite ne sera pas compensée.

Continuation provisoire de l'assurance selon l'art. 26a LPP

La Fondation diminue la rente d'invalidité selon la baisse du degré d'invalidité, mais au maximum dans la mesure où la diminution est compensée par un revenu complémentaire de la personne assurée.

Cas de prévoyance impliquant la responsabilité de la personne assurée

Si l'AVS, l'AI, l'assurance-accidents ou l'assurance militaire réduisent ou refusent une prestation en relation avec un cas de prévoyance survenu de par la responsabilité de la personne assurée, aucune compensation n'est accordée.

2 - Revenus considérés

Sont considérées comme des revenus à prendre en compte les prestations d'un type et d'un but analogues à celles qui sont accordées à l'ayant droit en raison de l'événement dommageable.

Parmi ces prestations, on compte par exemple les rentes ou prestations en capital à leur valeur de conversion en rente d'assurances sociales et institutions de prévoyance nationales et internationales; les allocations journalières d'assurances obligatoires et facultatives si celles-ci sont financées pour moitié au moins par l'employeur. Les prestations de responsabilité civile d'un tiers sont également prises en compte pour autant que la fondation renonce à les faire valoir. Les allocations pour impotent, les indemnités pour atteinte à l'intégrité, et autres indemnités, les contributions d'assistance et autres prestations assimilables ne sont pas des revenus considérés.

Les revenus provenant d'une activité lucrative ou les compensations qui continuent ou continueraient à être versés à des bénéficiaires de rentes d'invalidité sont également pris en compte, à l'exception du revenu supplémentaire perçu pendant la participation à des mesures de réinsertion au sens de l'art. 8a LAI. La rente d'orphelin est également prise en compte pour les bénéficiaires de rentes de conjoint.

Art. 37 Responsabilité de tiers

Vis-à-vis de tiers responsables d'un cas d'assurance, la fondation fait valoir les prétentions de la personne assurée, de ses survivants et d'autres bénéficiaires selon le présent règlement de prévoyance, et ce au moment de l'événement.

G. Dispositions finales

Art. 38 Modifications

1 - Modifications du plan de prévoyance et du règlement de prévoyance

La commission de gestion peut modifier le plan de prévoyance. A cet effet, elle agit dans le cadre des plans de prévoyance proposés par la fondation.

Le règlement de prévoyance peut être à tout moment modifiés par le conseil de fondation.

Les modifications n'ont pas d'incidence sur les droits acquis par les ayants droit. Des modifications suite au divorce restent réservées.

2 - Modifications liées à des prescriptions légales

Les modifications du règlement de prévoyance liées à des prescriptions légales divergentes, à des décisions du Tribunal fédéral ainsi qu'à des obligations en termes de droit de surveillance et de droit fiscal demeurent réservées.

3 - Changement d'institution de prévoyance

En cas de changement d'institution de prévoyance de la part d'un collectif, les liquidités à transférer collectivement sont rémunérées, à partir de l'échéance et jusqu'au transfert à la nouvelle institution de prévoyance, au taux applicable au compte affecté au contrat.

En cas de changement collectif, la liquidation des placements des personnes assurées a lieu dans les 15 jours ouvrables précédant l'expiration du contrat.

Art. 39 Entrée en vigueur

1 - Entrée en vigueur

Le présent règlement de prévoyance entre en vigueur au 1er janvier 2020 et remplace toutes les dispositions précédentes. Il est porté à la connaissance de chaque personne admise dans la prévoyance en faveur du personnel.

2 - Prestations avant l'entrée en vigueur

Ce règlement de prévoyance abroge toutes les conditions qui prévalaient pour l'ensemble des personnes pour lesquelles les cas de prévoyance décès, invalidité ou vieillesse ne sont pas survenus dans le cadre du règlement de prévoyance en vigueur jusqu'à présent. Sont considérés comme cas de prévoyance survenus

- le décès
- le début d'une incapacité de travail dont la cause est à l'origine de l'invalidité ou du décès
- la retraite.

Pour les personnes percevant des rentes d'invalidité, le cas de prévoyance vieillesse est réputé survenu lorsque la personne assurée atteint l'âge ordinaire de la retraite selon le présent règlement de prévoyance.

Si un cas de prévoyance est survenu, les prestations assurées au moment déterminant sont versées. Des modifications suite au divorce restent réservées.

Annexe I

Encouragement à la propriété du logement

Art. 1 Versement anticipé et mise en gage

1 - Versement anticipé et mise en gage

La personne assurée peut bénéficier d'un versement anticipé ou d'une mise en gage jusqu'à un mois avant l'âge ordinaire de la retraite ou jusqu'au début du droit à des prestations d'invalidité:

- pour l'acquisition d'un logement en propriété;
- pour acquérir des parts sociales d'une coopérative de construction et d'habitation ou une participation similaire;
- pour rembourser des prêts hypothécaires;

si elle utilise le logement à son lieu de domicile ou à son lieu de séjour habituel.

Un versement anticipé ou une mise en gage ne sont possibles que sur la partie active de l'assurance.

2 - Montant maximum

Le montant maximum d'un versement anticipé ou d'une mise en gage est défini comme suit:

- jusqu'au 50e anniversaire: prestation de libre passage au moment du versement anticipé ou de la mise en gage;
- après le 50e anniversaire: le plus élevé des montants suivants au moment du versement anticipé ou de la mise en gage:
 - la prestation de libre passage après 50 ans révolus ou
 - la moitié de la prestation de libre passage.

3 - Date de versement

La fondation procède au versement anticipé souhaité dans les six mois qui suivent le dépôt de la requête, mais au plus tôt au moment demandé par la personne assurée, au plus tard à l'échéance des prestations de vieillesse. Le versement est effectué, après réception des justificatifs appropriés et avec l'accord de la personne assurée, directement au créancier autorisé désigné par cette dernière.

Art. 2 Remboursement

1 - Remboursement

La personne assurée peut rembourser le versement anticipé ou le produit de la réalisation du gage en une ou plusieurs tranches:

- jusqu'à un mois avant l'âge ordinaire de la retraite ou
- jusqu'au début du droit à des prestations d'invalidité (exception faite de la partie active de l'assurance), ou
- jusqu'au paiement en espèces de la prestation de libre passage.

2 - Obligation de rembourser

La personne assurée est tenue de rembourser en une seule tranche le montant perçu par anticipation si

- elle cède le logement en propriété,
- elle concède sur le logement des droits qui équivalent économiquement à une aliénation.

Art. 3 Montants

1 - Montant minimum pour le versement anticipé

Le montant minimal du versement anticipé est de CHF 20 000.

Font exception à cette règle l'acquisition de parts sociales d'une coopérative de construction et d'habitation ou des participations similaires.

2 - Montant minimal de remboursement

Le montant minimal d'un remboursement est de CHF 10 000

Si le montant en souffrance est inférieur au montant minimum, le remboursement est réalisé en une fois.

Art. 4 Répercussions sur la prévoyance professionnelle en faveur du personnel

1 - Versement anticipé

Par le versement anticipé, des parts dans des placements collectifs sont vendues, ou l'avoir de vieillesse disponible est réduit en conséquence. Cela entraîne une diminution des prestations de vieillesse ainsi que des prestations d'invalidité et de décès, dans la mesure où leur montant est déterminé à partir de l'avoir de vieillesse.

Pour combler la lacune engendrée dans la couverture de prévoyance au niveau des prestations d'invalidité et de décès, une assurance complémentaire peut être conclue auprès de Swiss Life SA. Les coûts de l'assurance complémentaire sont à la charge de la personne assurée.

Une réduction des prestations réglementaires pour cause de surindemnisation a lieu si l'on tient compte des prestations qui auraient été servies en l'absence de versement anticipé; voir règlement de prévoyance, art. "Relations avec d'autres assurances".

2 - Remboursement du versement anticipé

En cas de remboursement du versement anticipé, l'avoir de vieillesse est augmenté en conséquence ou des parts dans des placements collectifs sont achetées. Les prestations sont déterminées d'après le règlement de prévoyance en vigueur au moment du remboursement.

3 - Mise en gage et résiliation du gage

Une mise en gage ne fait pas l'objet de réductions de prestations. Une résiliation du gage a les mêmes effets qu'un versement anticipé.

Art. 5 Fiscalité

Au moment du versement, le produit d'une réalisation du gage ou le versement anticipé doivent être imposés sous forme de prestation en capital issu de la prévoyance.

En cas de remboursement partiel ou intégral du montant perçu par anticipation ou du produit de la réalisation du gage, la personne assurée peut exiger la restitution des impôts payés sur ceux-ci, sans intérêts. Elle adressera sa requête par écrit à l'autorité fiscale du canton qui a prélevé ces impôts, dans les trois ans qui suivent le remboursement.

Art. 6 Frais

Les frais suivants sont facturés à la personne assurée:

- démarches liées au versement anticipé pour la propriété du logement: CHF 500

- application de la mise en gage d'un logement en propriété: CHF 300

Art. 7 Autres dispositions

1- Consentement écrit dans le cas de personnes mariées

Une mise en gage ou un versement anticipé ne sont autorisés qu'avec le consentement écrit du conjoint.

2- Mise en gage

L'accord du créancier gagiste est nécessaire dans les cas suivants:

- paiement en espèces de la prestation de libre passage;
- paiement de la prestation de prévoyance;
- transfert d'une prestation de libre passage suite à un divorce ou à la dissolution judiciaire d'un partenariat enregistré.

La mise en gage doit être notifiée par écrit à la fondation.

3- Nouveau versement anticipé

Un nouveau versement anticipé est possible au plus tôt cinq ans après le précédent.

4- Observation du règlement de prévoyance et des dispositions légales

En cas de versement anticipé ou de mise en gage, l'article "Rachat" du règlement de prévoyance doit être respecté. S'appliquent par ailleurs les bases juridiques de la LPP et de l'OEPL.

Art. 8 Découvert

Le versement d'un retrait anticipé pour le remboursement d'un prêt hypothécaire peut être limité ou refusé pendant la durée du déficit.

Annexe II

Modalités et financement retraite anticipée

1 - Principe

Il est possible de financer une retraite anticipée par des rachats si le plan de prévoyance le prévoit.

Suite à une retraite anticipée, la personne assurée peut financer tout ou partie de ses lacunes de prévoyance liées aux prestations de vieillesse en effectuant des rachats. Dans ce contexte, les restrictions déjà décrites pour les rachats s'appliquent.

Si la personne assurée fait réassurer son avoir de vieillesse dans le cadre d'une assurance d'épargne, les sommes de rachat sont versées dans l'assurance d'épargne et rémunérées en conséquence. Si la personne assurée a fait procéder à l'achat de parts dans des placements collectifs pour son avoir de vieillesse, les sommes de rachat sont investies dans l'achat de parts supplémentaires dans lesdits placements conformément à la stratégie de placement choisie. La valeur de ces parts suit l'évolution du placement collectif.

La personne assurée peut financer une retraite anticipée lorsque, au moment du rachat,

- il a été procédé au versement des prestations de libre passage prescrites par la prévoyance en faveur du personnel,
- il a été effectué tous les rachats possibles pour améliorer la couverture de prévoyance,
- un éventuel versement anticipé en faveur de la propriété du logement a été entièrement remboursé,

Afin de pouvoir financer la retraite anticipée, la personne assurée doit indiquer par écrit l'âge prévu de la retraite à la commission de gestion.

2 - Somme de rachat maximale

Le montant de la somme de rachat maximale pouvant être apportée pour financer une retraite anticipée correspond en principe à la différence entre

- la prestation de vieillesse ordinaire qui aurait été atteinte dans le cas d'un départ en retraite à l'âge ordinaire de la retraite, et
- la prestation de vieillesse réduite en raison du départ en retraite anticipée,

moins

- les avoirs de type "libre passage" au sein de la prévoyance en faveur du personnel,
- les avoirs de libre passage n'ayant pas été versés dans le cadre de la prévoyance en faveur du personnel,
- la partie de l'avoir de la prévoyance individuelle liée à prendre en compte selon la loi,

dans la mesure où ces fonds n'ont pas déjà été pris en compte.

La personne assurée doit déclarer ces avoirs avant le rachat. La fondation ne répond pas des conséquences qu'entraîne le non-respect de l'obligation de déclaration.

D'éventuelles restrictions de la somme de rachat maximale figurent dans le plan de prévoyance.

Prestation de vieillesse ordinaire

La prestation de vieillesse ordinaire correspond,

- dans le cas de l'assurance épargne, à l'avoir de vieillesse,

- dans le cas du placement dans des assurances collectives, à la valeur des parts de placements collectifs et de toutes les liquidités éventuelles,

disponible(s) au moment du rachat, majoré(e) de la somme des bonifications de vieillesse jusqu'à l'âge de la retraite anticipée annoncé, sur la base du salaire actuel.

Prestation de vieillesse réduite

La prestation de vieillesse réduite correspond,

- dans le cas de l'assurance épargne, à l'avoir de vieillesse,
- dans le cas du placement dans des assurances collectives, à la valeur des parts de placements collectifs et de toutes les liquidités éventuelles,

disponible(s) au moment du rachat, majoré(e) de la somme des bonifications de vieillesse jusqu'à l'âge de la retraite anticipée annoncé, sur la base du salaire actuel.

La prestation de vieillesse est calculée sans tenir compte d'un intérêt.

3 - Départ à la retraite après l'âge prévu pour la retraite anticipée

Si la personne assurée continue d'exercer une activité lucrative au-delà de l'âge initialement prévu pour la retraite anticipée, elle doit en informer immédiatement la commission de gestion en indiquant le nouvel âge de la retraite. La somme de rachat maximale pour financer la retraite anticipée est redéfinie.

Si, au moment du départ effectif à la retraite, l'avoir disponible pour le financement de la retraite anticipée est plus élevé que la lacune à financer, l'avoir est utilisé aux fins suivantes, dans cet ordre de priorité:

- pour le rachat de la lacune de prévoyance,
- le montant restant pour le financement supplémentaire de prestations de vieillesse jusqu'à un montant maximum de 5% de l'objectif de prestation réglementaire
- le montant restant est destiné au paiement des cotisations ordinaires de l'employé pendant l'ajournement de la retraite.

Tout montant résiduel revient à l'œuvre de prévoyance concernée.

4 - Versements

Versement anticipé pour la propriété du logement/droits du conjoint en cas de divorce

Les versements anticipés pour l'acquisition d'un logement en propriété ainsi que les transferts de prestation de libre passage en cas de divorce sont d'abord prélevés de l'avoir pour le financement de la retraite anticipée. Tout montant manquant est prélevé de l'avoir de vieillesse. Le remboursement se fait d'abord dans l'avoir de vieillesse, et en cas de montant supérieur, celui-ci est crédité à l'avoir pour le financement de la retraite anticipée.

Capital en cas de décès

Au décès d'une personne assurée, l'avoir pour le financement de la retraite anticipée, est versé aux survivants en tant que capital décès.

Droit à une rente d'invalidité

Si la personne assurée a droit à une rente entière d'invalidité, l'avoir disponible pour le financement de la retraite anticipée est versé en une fois comme prestation de vieillesse à l'atteinte de l'âge ordinaire de la retraite. En cas d'invalidité partielle, ces dispositions s'appliquent à la partie passive de l'assurance.

Droit à un capital invalidité

L'avoir disponible pour le financement de la retraite anticipée est versé avec le capital invalidité.

Prestation de libre passage

Si la personne assurée a droit à une prestation de libre passage, l'avoir disponible pour le financement de la retraite anticipée est dû comme prestation de libre passage.

Annexe III

Glossaire

Termes	Explications
Parties active et passive de l'assurance (différence)	<p><i>Partie active:</i> cette partie correspond à l'activité lucrative de la personne assurée. Les augmentations de salaires, rachats, etc. s'inscrivent dans ce cadre.</p> <p><i>Partie passive:</i> cette partie correspond aux revenus de remplacement de la personne assurée (en général une rente). Elle n'est pas influencée par des augmentations de salaire, et aucun rachat ne peut être effectué dans ce cadre.</p>
Survivants et rente de survivants	Dans le présent règlement de prévoyance, ces termes désignent, au décès de la personne assurée, <ul style="list-style-type: none">• les personnes ayants droit, et• les rentes échues (par exemple les rentes de conjoint, les rentes d'orphelin, etc.).
Réserve mathématique individuelle pour rente de conjoint / de partenaire	La réserve mathématique individuelle correspond au moins au capital nécessaire au financement de la rente de conjoint ou de partenaire. Elle correspond à l'avoir de vieillesse disponible lorsque celui-ci est plus élevé que le capital nécessaire au financement de la rente de conjoint ou de partenaire.
Occupation à temps partiel et retraite partielle (différence)	<p><i>Occupation à temps partiel:</i> Est réputée occupée à temps partiel une personne assurée dont la durée de travail hebdomadaire est inférieure à celle d'un employé à temps plein à un poste comparable, ce alors que ladite personne dispose pleinement de sa capacité de travail.</p> <p><i>Retraite partielle:</i> réduction du temps de travail et versement d'une prestation de vieillesse diminuée proportionnellement.</p>

Abréviations

AI	Assurance invalidité (prévoyance de l'Etat)
AVS	Assurance vieillesse et survivants (prévoyance de l'Etat)
CO	Code des obligations suisse
LAA	Loi fédérale sur l'assurance accidents
LAI	Loi fédérale sur l'assurance invalidité
LAM	Loi fédérale sur l'assurance militaire
LFLP	Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
LPart	Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
LPD	Loi fédérale sur la protection des données
LPP	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
OEPL	Ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle